

AU VII^E CONGRÈS DE LA C.G.T. RENAULT

On ne peut pas dire que le Congrès du Syndicat CGT-Renault a bouleversé considérablement l'atmosphère dans l'usine, ni la routine des sections syndicales. La seule manifestation extérieure consista en l'apposition d'une affiche sur les panneaux syndicaux. Les Assemblées des syndiqués dans les sections syndicales, quand elles eurent lieu, ne réunirent que de maigres effectifs et n'honorèrent même pas tous les mandats de délégués au Congrès.

L'absentéisme est la caractéristique principale du mouvement syndical dans l'usine. Ainsi l'effectif de ce Congrès aurait dû rassembler de 200 à 250 militants se décomposant en membres de droit (les quelque 50 militants du Comité exécutif) et les délégués élus par les syndiqués à raison de 1 par tranche de 25, soit sensiblement 200 pour les près de 5.000 syndiqués recensés par le Syndicat.

La session la plus fréquentée fut la session inaugurale, celle du vendredi soir à la sortie de l'usine et qui ne réunit même pas 100 personnes, CECI DANS UNE USINE QUI COMPTE PLUS DE 110 DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL CGT (titulaires et suppléants des 1^{er} et 2^e collages).

Cet absentéisme auquel la direction du Syndicat s'est accoutumée, lui fait rechercher les solutions de facilité. « On » présente le rapport du Secrétaire général au nom du Comité exécutif à l'Assemblée la plus nombreuse, le vendredi soir, ceci depuis 2 ou 3 ans, car l'expérience a enseigné aux dirigeants qu'un rapport fait le samedi matin se déroule devant une Assemblée très clairsemée.

Les séances creuses sont donc celles réservées à la discussion.

Du rapport de Linet, au nom du Comité exécutif sortant, mis en discussion dans les sections syndicales, distribué à chaque syndiqué dans les trois dernières semaines, on peut seulement dire qu'un de ses rares mérites fut d'être court... Des copains malintentionnés prétendent que les discours-fleuves vident la salle, et d'autres de niveau supérieur prétendent que c'est une conséquence de la « démocratisation » fort à l'honneur depuis quelque temps et qui se mesure au nombre de séances consacrées aux interventions.

Le rapport de Linet?

La condition des travailleurs se détériore, la direction augmente ses profits, la hausse du coût de la vie, des cadences, la précarité de la situation économique, la non-application de l'accord signé par la Direction, en septembre 1955, la nécessité de combler le fossé entre ouvriers algériens et français, ces derniers influencés par la propagande bourgeoise, l'intérêt national en Algérie et en Europe face aux menaces du marché commun, Speidel, etc., et la proposition de lancer une grande campagne pour les revendications, et l'UNITE. C'est possible car le mouvement revendicatif se développe chez les fonctionnaires, etc... RIEN CONTRE LE GOUVERNEMENT à part les critiques indispensables vis-à-vis d'un Guy Mollet qui ne tient pas les promesses du 2 janvier, ce qui a déçu les travailleurs.

RIEN POUR LIER RENAULT au secteur public; AUCUN MOT D'ORDRE D'ACTION contre la guerre d'Algérie, hormis l'appel à multiplier les journaux de sections syndicales pour expliquer et réexpliquer que la bourgeoisie dit des mensonges, une tâche d'information en quelque sorte.

Autre caractéristique de ce rapport: il est beaucoup fait appel à la persévérance nécessaire dans l'action, à l'intensification de nos efforts, à la con-

fiance... il ne manque que le petit coup d'épée pour franchir une nouvelle étape.

Les syndiqués et les travailleurs ne se déplacent pas, plus de 40 sections syndicales enregistrent des pertes à la reprise des cartes compensées heureusement par des gains dans une trentaine d'autres sections mais avec un déficit général de près de 200 cartes, la vente de la « V. O. » continue à diminuer (2.000 environ pour toute l'usine)... Bagatelle.

L'orientation, la plate-forme revendicative, TOUT EST JUSTE. Seulement, les militants sont un peu négligents. La conscience des travailleurs, facteur extrêmement important, cela compte assez peu dans l'esprit des bureaucrates. Si les ouvriers votent CGT, c'est l'approbation de la toujours juste ligne... des dirigeants. S'ils n'approuvent pas les positions sur la Hongrie, disons de l'U.D., c'est que, comme des enfants, ils se laissent abuser par la presse bourgeoise.

Ce mépris des travailleurs se traduit par des volte-face successives au gré des besoins des dirigeants dans la « haute politique ».

Ainsi, le précédent Congrès s'était tenu sous l'égide de la « particularisation » et contre la formulation d'une plate-forme générale pour l'usine dont la section de l'A.O.C. c'était faite le porte-parole. La section de l'A.O.C. s'était fait le porte-parole. Cette orientation, de CE QU'ELLE A RAPPORTÉ aux travailleurs. « ON » avait signé l'accord pour participer aux discussions. « ON » n'a rien discuté du tout. La CGT n'a jamais été convoquée. On suppose qu'il était toujours juste de signer quand même.

Cette année, la sourdine est mise aux revendications particulières. Celles-ci trouvent leur véritable place dans l'activité normale des sections syndicales (les trois quarts de repas pour les équipes par exemple) sans paralyser le reste de l'activité essentielle du syndicat: la recherche d'une plate-forme commune pour tous les ouvriers. C'est tellement évident et nécessaire que l'on parle aujourd'hui de l'augmentation immédiate des salaires (articles 20 et 21 de l'accord) et timidement on dit: « ...ce qui ferait 25 francs pour l'O.S. » et que ceci SE TROUVE LIÉ AU LANCEMENT D'UNE GRANDE CAMPAGNE REVENDICATIVE (lettre à Dreyfus, propositions unitaires à F.O. et C.F.T.C., réunions, etc.).

On ne pouvait rester éternellement en l'air avec

notre « augmentation générale » des salaires sans plus. Ce n'est pas du « tout cuit » mais on va travailler désormais sur du concret. Seulement l'action suppose d'autres conditions non encore réalisées et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir...

En dehors de la résolution sur les revendications, deux autres furent adoptées: une sur l'Algérie, l'autre sur le marché commun et SPEIDEL. Banales, ne soulevant aucun commentaire comme la protestation du Congrès au Préfet à propos de l'expulsion de locataires. Là aussi ces résolutions n'auront guère d'influence pour LA MOBILISATION DES OUVRIERS. Un point important est à signaler et qui est très significatif de l'état d'esprit REEL des ouvriers de l'usine: aucune résolution sur la Hongrie ne fut mise au vote des délégués. Le silence de la plupart des délégués sur cette question, les désaccords réels entre membres du bureau du syndicat confirmés au Congrès font que l'on en restera probablement à la résolution du Bureau confédéral du 13 novembre. Quel soulagement pour de nombreux militants du PCF! Grosso modo on peut résumer ainsi leur position: « On est assez « emmerdés » avec les revendications, ce n'est pas le moment de remettre ça là-dedans. On « foutrait » tout en l'air ».

Un autre point d'accrochage fut une demande des camarades nord-africains d'obtenir un poste de secrétaire permanent. On élargira leur représentation au Bureau et au Comité exécutif, mais pour le poste, la question restera en suspens. Elle y restera longtemps.

A propos du nouveau Comité exécutif, c'est la reconduction de l'ancien à une dizaine près. Le procédé de réélection est d'ailleurs assez curieux. Bien sûr le vote n'est pas à bulletin secret mais à main levée. Les candidatures sont proposées en principe par les sections syndicales.

Une Commission des candidatures composée du COMITE EXECUTIF SORTANT, plus d'un membre facultatif par section syndicale mais dont ces dernières se désintéressent, ETABLI LA LISTE des CANDIDATS et qui est SEULE PRESENTÉE au vote du Congrès. On retrouve aussi la quasi-totalité de l'ancienne direction qui continue à jouer ainsi « son rôle dirigeant » pendant le Congrès. Est-ce une des pratiques du « stalinisme » qui serait inexistant en France? Le débat est ouvert.

La bataille des salaires se poursuit

DANS LE GAZ ET L'ÉLECTRICITÉ

Comme nous l'avions prévu dans un précédent article, le début de l'année 1957 a marqué la reprise de l'action dans nos deux industries.

S'insérant dans le vaste mouvement qui, depuis deux mois, secoue toute la fonction publique et tout le secteur nationalisé, des actions de toutes sortes témoignent de la volonté des travailleurs du Gaz et de l'Électricité de gagner la bataille des salaires.

Arrêts de travail, grèves perlées, manifestations massives dans les locaux des directions générales et des directions de province, manifestations dans la rue, délégations auprès des pouvoirs publics et auprès des parlementaires et pour chapeauter le tout, une magnifique grève générale de 24 heures suivie par plus de 90 % du personnel (base et gradés).

Déjà les directions générales ont dû céder du terrain. Un acompte a été versé au début du mois de février. Acompte sur quoi? On n'a pas osé le préciser. En outre, le 6 mars, les directions générales convoquaient les Fédérations syndicales et offraient de rechercher ensemble, en attendant la permission du gouvernement d'ouvrir la discussion sur l'augmentation du salaire de base, une solution d'attente dans le cadre d'une augmentation de la productivité.

Les Fédérations ont immédiatement fait savoir que leurs revendications (salaire de base à 21.700 fr., maintien des coefficients actuels et

suppression des abattements de zone) étaient un minimum et qu'il ne leur était pas possible de suivre les directeurs généraux sur leurs propositions. En conséquence, elles se voyaient obligées de demander au personnel de maintenir et même d'accroître sa pression. Les jours qui viennent vont donc être marqués par de nouveaux mouvements. Une grève générale illimitée reste possible.

Ce qui mérite d'être signalé tout particulièrement, ce n'est pas seulement la ferme volonté de lutte qui anime les gaziers et les électriciens, mais c'est également la ferme volonté d'unité qui a fait échec à toutes les manœuvres de division. Le mot d'ordre lancé par la Fédération CGT « contre les discussions et les accords séparés, pas de placage en cours de lutte » a été compris et largement diffusé dans tout le personnel. C'est bon signe.

Résolus et unis, les travailleurs de nos deux industries doivent l'emporter et leur victoire sera un signal pour l'ensemble des travailleurs de notre pays.

Correspondant.

La « Vérité des Travailleurs » paraît le 2^e et 4^e samedis du mois.
Prochain numéro le 13 avril.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi